

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE DESCHAMBAULT
COMTÉ DE PORTNEUF**

AVIS DE PRÉSENTATION : 08 SEPTEMBRE 1998
ADOPTÉ PAR LE CONSEIL MUNICIPAL : 09 NOVEMBRE 1998
AVIS DE PROMULGATION : 13 NOVEMBRE 1998

À une assemblée ordinaire du conseil de la municipalité de Deschambault tenue le 9 novembre 1998 à 20 heures, à l'endroit ordinaire des réunions du conseil, à laquelle étaient présents :

Son honneur le Maire : Jacques Bouillé
Les conseillers : Marie-Paule Hivon
Doris Julien
Louis Moffet
Jacques Mimeault
Louis Bourgeois
Hélène Lavallée

tous, membres du Conseil et formant quorum sous la présidence de Monsieur le Maire.

Madame Claire St-Arnaud, secrétaire-trésorière, assiste à l'assemblée.

RÈGLEMENT # 176-98

=====
**Relatif aux rejets dans les réseaux
d'égouts**
=====

ATTENDU QU'il y a lieu de régir les rejets dans les réseaux d'égouts pluviaux, domestiques ou unitaires exploités par la municipalité de Deschambault, ainsi que dans les réseaux d'égouts exploités par une personne détenant les permis nécessaires et situés sur le territoire;

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été donné à une séance antérieure, soit l'assemblée tenue le 8 septembre 1998;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mme Doris Julien
Appuyé par M. Louis Moffet
Et adopté unanimement

QUE le règlement # 176-98 soit adopté et qu'il y soit ordonné et statué ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2

DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- a) **demande biochimique en oxygène 5 jours (DBO₅)** : la quantité d'oxygène exprimée en mg/l utilisée par l'oxydation biochimique de la matière organique pendant une période de cinq (5) jours à une température de 20°C;
- b) **eaux usées domestiques** : eaux contaminées par l'usage domestique;
- c) **eaux de procédé** : eaux contaminées par une activité industrielle;
- d) **eaux de refroidissement** : eaux utilisées pour refroidir une substance et/ou de l'équipement;
- e) **matière en suspension** : toute substance qui peut être retenue sur un filtre de fibre de verre équivalent à un papier filtre Reeve Angel N° 934 AH;
- f) **point de contrôle** : endroit où l'on prélève des échantillons et où l'on effectue des mesures physiques (pH, débit, température, etc.) pour fins d'application du présent règlement;
- g) **réseau d'égouts unitaires** : un système d'égouts conçu pour recevoir les eaux usées domestiques, les eaux de procédé et les eaux résultant de précipitation;
- h) **réseau d'égouts pluviaux** : un système d'égouts conçu pour recevoir les eaux résultant de précipitation dont la qualité est conforme aux normes établies à l'article 8 du présent règlement;
- i) **réseau d'égouts domestiques** : un système d'égouts conçu pour recevoir les eaux usées domestiques et les eaux de procédé.

ARTICLE 3

OBJET

Le présent règlement a pour but de régir les rejets dans les réseaux d'égouts pluviaux, domestiques ou unitaires exploités par la municipalité de Deschambault, ainsi que dans de tels réseaux d'égouts exploités par une personne détenant le permis d'exploitation visé à l'article 32.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (Lois refondues du Québec, chapitre Q-2) et situés sur le territoire de ladite municipalité.

ARTICLE 4

CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à :

- a) tout nouvel établissement construit ou dont les opérations débutent après la date d'entrée en vigueur de ce règlement;
- b) tous les établissements existants à compter du 15 décembre 1998, à l'exception des articles 7 d), 7 e), 7 j) et 7 k) qui s'appliquent à compter de son adoption.

ARTICLE 5

SÉGRÉGATION DES EAUX

Dans le cas d'un territoire pourvu d'égouts séparatifs, les eaux de surface ou d'orage, les eaux provenant du drainage des toits, les eaux provenant du drainage de fondations ainsi que les eaux de refroidissement doivent être rejetées au réseau d'égouts pluviaux à la condition que la qualité de ces eaux soit conforme aux normes établies à l'article 8.

Certaines eaux de procédé dont la qualité est conforme aux normes établies à l'article 8, pourront être déversées au réseau d'égouts pluviaux après autorisation écrite du ministère de l'Environnement.

Aux fins du présent article, le réseau d'égouts pluviaux, en tout ou en partie, peut être remplacé par un fossé de drainage.

Dans le cas d'un territoire pourvu d'un réseau unitaire, les eaux de refroidissement devront être recirculées et seule la purge du système de recirculation pourra être déversée au réseau unitaire.

ARTICLE 6

CONTRÔLE DES EAUX

Toute conduite qui évacue une eau de procédé dans un réseau d'égouts unitaires, domestiques ou pluviaux, doit être pourvue d'un regard d'au moins 900 mm (36 pouces) de diamètre afin de permettre la vérification du débit et les caractéristiques de ces eaux.

Toute conduite qui évacue une eau de refroidissement dans un réseau d'égouts pluviaux doit être pourvue d'un regard permettant l'échantillonnage de ces eaux.

Aux fins du présent règlement, ces regards constituent les points de contrôle de ces eaux.

ARTICLE 7**EFFLUENTS DANS LES RÉSEAUX D'ÉGOUTS UNITAIRES ET DOMESTIQUES**

Il est interdit, en tout temps, de rejeter ou de permettre le rejet dans les réseaux d'égouts unitaires ou domestiques :

- a) des liquides ou vapeur dont la température est supérieure à 65°C (150°F);
- b) des liquides dont le pH est inférieur à 5,5 ou supérieur à 9,5 ou des liquides qui, de par leur nature, produiront dans les conduites d'égouts un pH inférieur à 5,5 ou supérieur à 9,5 après dilution;
- c) des liquides contenant plus de 30 mg/l d'huiles, de graisses et de goudrons d'origine minérale;
- d) de l'essence, du benzène, du naphte, de l'acétone, des solvants et autres matières explosives ou inflammables;
- e) de la cendre, du sable, de la terre, de la paille, du cambouis, des résidus métalliques, de la colle, du verre, des pigments, des torchons, des serviettes, des contenants de rebut, des déchets de volailles ou d'animaux, de la laine ou de la fourrure, de la sciure de bois, des copeaux de bois et autres matières susceptibles d'obstruer l'écoulement des eaux ou de nuire au fonctionnement propre de chacune des parties d'un réseau d'égouts et de l'usine de traitement des eaux usées;
- f) des liquides autres que ceux provenant d'une usine d'équarrissage et/ou fonderie contenant plus de 150 mg/l de matières grasses et d'huiles d'origine animale ou végétale;
- g) des liquides provenant d'une usine d'équarrissage et/ou fonderie contenant plus de 100 mg/l de matières grasses et d'huiles d'origine animale ou végétale;
- h) des liquides contenant des matières en concentration maximale instantanée supérieure aux valeurs énumérées ci-dessous :

- composés phénoliques	1,0 mg/l
- cyanures totaux (exprimés en HCN)	2,0 mg/l
- sulfures totaux (exprimés en H ₂ S)	5,0 mg/l
- cuivre total	5,0 mg/l
- cadmium total	2,0 mg/l
- chrome total	5,0 mg/l
- nickel total	5,0 mg/l

- mercure total	0,05 mg/l
- zinc total	10,0 mg/l
- plomb total	2,0 mg/l
- arsenic total	1,0 mg/l
- phosphore total	100,0 mg/l

- i) des liquides dont les concentrations en cuivre, cadmium, chrome, nickel, zinc, plomb et arsenic respectent les limites énumérées en 6 h), mais dont la somme des concentrations de ces métaux excède 10 mg/l;
- j) du sulfure d'hydrogène, du sulfure de carbone, de l'ammoniac, du trichloroéthylène, de l'anhydride sulfureux, du formaldéhyde, du chlore, de la pyridine ou autres matières du même genre, en quantité telle qu'une odeur incommodante s'en dégage en quelque endroit que ce soit du réseau;
- k) tout produit radioactif;
- l) toute matière mentionnée au paragraphe c, f, g et h du présent article même lorsque cette matière n'est pas contenue dans un liquide;
- m) toute substance telle qu'antibiotique, médicament, biocide ou autre en concentration telle qu'elle peut avoir un impact négatif sur le traitement ou le milieu récepteur;
- n) des microorganismes pathogènes ou des substances qui en contiennent. Le présent alinéa s'applique aux établissements tels que laboratoires et industries pharmaceutiques manipulant de tels microorganismes.

ARTICLE 8

EFFLUENTS DANS LES RÉSEAUX D'ÉGOUTS PLUVIAUX

L'article 7 s'applique aux rejets dans les réseaux d'égouts pluviaux à l'exception des paragraphes c, f, g, h et i.

En outre, il est interdit, en tout temps, de rejeter ou de permettre le rejet dans les réseaux d'égouts pluviaux :

- a) des liquides dont la teneur en matières en suspension est supérieure à 30 mg/l ou qui contiennent des matières susceptibles d'être retenues par un tamis dont les mailles sont des carrés d'un quart de pouce de côté;
- b) des liquides dont la demande biochimique en oxygène 5 jours (DBO₅) est supérieure à 15 mg/l;

- c) des liquides dont la couleur vraie est supérieure à 15 unités après avoir ajouté quatre (4) parties d'eau distillée à une partie de cette eau;
- d) des liquides qui contiennent les matières suivantes en concentration maximale instantanée supérieure aux valeurs énumérées ci-dessous :
- | | |
|--|-------------|
| 1) composés phénoliques | 0,020 mg/l |
| 2) cyanures totaux
(exprimés en HCN) | 0,1 mg/l |
| 3) sulfures totaux
(exprimés en H ₂ S) | 2,0 mg/l |
| 4) cadmium total | 0,1 mg/l |
| 5) chrome total | 1,0 mg/l |
| 6) cuivre total | 1,0 mg/l |
| 7) nickel total | 1,0 mg/l |
| 8) zinc total | 1,0 mg/l |
| 9) plomb total | 0,1 mg/l |
| 10) mercure total | 0,001 mg/l |
| 11) fer total | 17,0 mg/l |
| 12) arsenic total | 1,0 mg/l |
| 13) sulfates
exprimés en SO ₄ | 1500,0 mg/l |
| 14) chlorures
exprimés en Cl | 1500,0 mg/l |
| 15) phosphore total | 1,0 mg/l |
- e) des liquides contenant plus de 15 mg/l d'huiles et de graisses d'origine minérale, animale ou végétale;
- f) des eaux qui contiennent plus de 2400 bactéries coliformes par 100 ml de solution ou plus de 400 coliformes fécaux par 100 ml de solution;
- g) toute matière mentionnée aux paragraphes c, f et g de l'article 7, toute matière mentionnée au paragraphe d du présent article, toute matière colorante et toute matière solide susceptible d'être retenue par un tamis dont les mailles sont des carrés de 6 mm (¼ de pouce) de côté, même lorsque cette matière n'est pas contenue dans un liquide.

Les normes énoncées aux paragraphes a, b, c et f du présent article ne s'appliquent pas dans le cas où ces normes sont déjà dépassées dans l'eau d'alimentation, en autant que les eaux rejetées n'excèdent pas la contamination de l'eau d'alimentation.

ARTICLE 9

INTERDICTION DE DILUER

Il est interdit de diluer un effluent avant le point de contrôle des eaux.

L'addition d'une eau de refroidissement ou d'une eau non-contaminée à une eau de procédé constitue une dilution au sens du présent article.

ARTICLE 10 MÉTHODE DE CONTRÔLE ET D'ANALYSE

Les échantillons utilisés pour les fins d'application de ce règlement doivent être analysés selon les méthodes normalisées décrites dans la quinzième édition (1980) de l'ouvrage intitulé «Standard Methods for the Examination of Water and Wastewater» publié conjointement par «American Public Health Association», «American Water Works Association» et «Water Pollution Control Federation».

Le contrôle des normes édictées au présent règlement sera effectué par le prélèvement d'échantillons instantanés dans l'effluent concerné.

ARTICLE 11 RÉGULARISATION DU DÉBIT

Les effluents de tout procédé dont le rejet instantané est susceptible de nuire à l'efficacité du système de traitement municipal devront être régularisés sur une période de 24 heures.

De même, tout établissement déversant des liquides contenant des colorants ou des teintures de quelque nature que ce soit devra régulariser le débit de ces liquides sur 24 heures.

ARTICLE 12 DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES - AMENDE

Toute infraction au présent règlement rend le contrevenant passible :

- Si le contrevenant est une personne physique, d'une amende minimale de 300 \$, mais ne devant pas excéder 1000 \$;
- Si le contrevenant est une personne morale, d'une amende minimale de 1000 \$, mais ne devant pas excéder 2000 \$;

avec ou sans frais et cela, sans préjudice des autres sanctions et recours, conformément aux dispositions de la loi.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES - INFRACTION CONTINUE

Si l'infraction est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée et rend le contrevenant passible :

- S'il est une personne physique, d'une amende minimale de 1000 \$, mais ne devant pas excéder 2000 \$;
- S'il est une personne morale, d'une amende minimale de 2000 \$, mais ne devant pas excéder 4000 \$;

La pénalité édictée pour cette infraction peut être infligée pour chaque jour que dure l'infraction.

ARTICLE 14 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À DESCHAMBAULT CE 9^E JOUR DU MOIS DE NOVEMBRE 1998.

Claire St-Arnaud,
Secrétaire-trésorière

Jacques Bouillé,
Maire